

Visite en Ouganda et en R.D.Congo

02.04.2019-07.04.2019

Délégation de AMU

Jil Streber

Claude Steichen

Réunion au centre médical Zia Angelina à Kampala en date du 03.04.2019

Participants :

Venant Ndorimana

Dominic Opoka

Rita Najjingo

Fernando Rico

L'objectif de cette réunion était de clarifier la situation autour de la construction du centre de formation, de sensibilisation et de prise en charge de patients VIH positifs. La construction aurait dû commencer en 2018. Cependant, le projet a été retardé pour différentes raisons : les retards des demandes d'offres, une intervention de la part du Ministère de santé ougandais sur les plans et finalement une étude obligatoire de stabilité du terrain. Début 2019, le prix des derniers offres pour la construction d'un étage dépassait le budget initialement fixé de plus de 100 %.

Afin de faire face au développement démographique de la zone, les responsables de Zia Angelina nous ont expliqué qu'il s'avère utile de planifier ce centre de façon à ce que dans les années à venir un deuxième, troisième et quatrième étage puisse être rajoutée au bâtiment. De plus, suite aux recommandations du Ministère, l'emprise du bâtiment a été augmenté de 14x40 m à 18,50 x 51,75 m pour faire le meilleur usage possible du terrain.

D'après notre partenaire cette hausse des prix s'explique par les fondations importantes nécessaires pour pouvoir porter les 4 étages du bâtiment.



Deux alternatives ont été discutées :

Effectuer les fondations pour un bâtiment de 4 étages en gardant l'emprise de 18,50m x 51,75m et construire que la moitié du premier étage à savoir 18 x 25 m. Ceci offrirait la

possibilité d'agrandir le bâtiment au futur et de créer quand même un espace supplémentaire de +/- 400 m² pour la prise en charge de patients VIH positifs.

La deuxième alternative est de reporter la construction jusqu'à ce que Zia Angelina trouve un bailleur de fonds qui peut financer la construction entière. Afin de pouvoir quand même prendre en charge des personnes VIH positifs, le partenaire propose la rénovation d'un bâtiment plus ancien pour des activités de sensibilisation et de formation et d'y prévoir aussi les installations sanitaires nécessaires et adaptés. De plus, par l'acquisition de plusieurs conteneurs et par l'équipement adéquat des espaces actuellement occupé par l'administration, l'hôpital gagnera de l'espace pour traiter ses patients. Le partenaire propose l'acquisition d'un véhicule pour les missions de terrain (community outreach programs). A noter que jusqu'à présent, l'hôpital suit et soigne autour de 200 personnes VIH positifs.

En cas de la deuxième alternative, Zia Angelina a proposé un programme de workshops et d'activités afin de compenser le budget prévu initialement pour la construction. Le programme visera les bénéficiaires suivants :

- Enfants et adolescents
- Personnes VIH positifs
- « Peer educators » (éducateurs qui sont eux-mêmes atteints par le VIH)
- Personnel d'encadrement
- Femmes victimes d'abus
- Couples mariés ou non
- Personnel de l'hôpital
- Responsables communautaires et police

Les ateliers sont dans les domaines suivants :

- Vie communautaire avec personnes VIH positifs
- Protection de l'enfant
- Formations pour des « peer educators »
- Fidélité au sein d'une famille
- Formations sur les valeurs de la vie
- Formations et sensibilisations sur les violences et abus sexuels pour le personnel de l'hôpital, les responsables communautaires et pour la police
- Formations professionnelles pour personnes VIH positifs
- Alimentation saine pour personnes VIH positifs
- Création de jardins de démonstration
- Création d'une équipe de football et de netball

Il a été convenu que le partenaire nous fournit tous les documents relatifs aux deux alternatives. AMU présentera et se concertera sur les deux alternatives avec le comité de AMU.

Une décision sur les deux alternatives doit se faire au niveau local, c.-à-d. que l'équipe de Zia Angelina doit se mettre d'accord sur la construction de la moitié du bâtiment ou sur la réalisation du programme de workshops. Par la suite, les deux alternatives seront discutées au Luxembourg au sein du conseil d'administration de AMU et avec le Ministère de la Coopération luxembourgeoise.

A la fin de la journée, Zia Angelina nous a encore présenté l'avancement des autres activités du projet qui se déroulent très bien. Le fonctionnement des groupes VSLA (village saving and loan associations) nous a été expliqué en détail. En ce moment, trois groupes VSLA existent, qui regroupent des personnes VIH positifs et négatifs. Ces groupements permettent aux membres de recevoir des microcrédits pour financer leurs activités et de se réintégrer ainsi dans la société. Ils peuvent prêter trois fois le montant épargné avec un taux d'intérêt de 10% (prêt business). Pourtant, les groupements donnent aussi des prêts d'aide sociale, sans taux d'intérêt, pour aider les membres lors d'activités sociales (p.ex. enterrement).

Visite du projet Foodstep à Entebbe en date du 04.04.2019

En 2015, une délégation de AMU a visité le projet Foodstep d'un couple belge à Entebbe. Ce projet s'occupe entre autres des enfants de la rue qui sont emprisonnés à Kampiringisa, une prison d'enfants à quelques kilomètres de Kampala. Les enfants qui se retrouvent au sein de cette prison n'ont en général pas commis une infraction de la loi, ils sont emprisonnés parce qu'ils sont des enfants de la rue. En 2015, Foodstep avait présenté des projets très ambitionnés pour aider ces enfants et nous sommes repassé voir l'avancement de ces projets.

Foodstep gère toujours le foyer des enfants qui accueille autour de 80 enfants. Ce ne sont pas que des enfants de la rue, mais aussi des enfants vendus pour des programmes d'adoption illégale, comme donateurs d'organes ou bien Nathalie a récupéré ces enfants près d'un sorcier (witchdoctor) qui voulait les tuer (brûler, couper en morceaux, étouffer, ...) parce que les enfants étaient ensorcelés ou bien les sorciers voulaient les sacrifier. Les expériences de Nathalie étaient choquantes et nous ont profondément marquées. A côté du foyer, Foodstep paye les frais scolaires pour les enfants et leur offre des formations professionnelles dans les domaines coiffure, esthétique et travail verrier. Foodstep dispose d'une grande parcelle clôturée sur laquelle se trouve deux petites maisons pour les formations professionnelles. D'autres maisons sont planifiées, ainsi que la provision d'électricité par de l'énergie solaire et la construction d'une école hôtelière. A côté de ces projets, Foodstep continue toujours à faire des visites hebdomadaires au prison et ils accompagnent les enfants juridiquement.

Vu l'urgence et l'importance de ce projet, nous nous sommes échangés sur d'éventuelles voies de collaboration à discuter avec le conseil d'administration de AMU.



05.04.2019 : Arrivée à Kinshasa

Lors de notre arrivée à Kinshasa, nous nous sommes échangés avec Gibby (gestionnaire de projet d'AECOM) et Corneille (administrateur du centre médical). Ils nous ont présenté la situation actuelle de l'hôpital et nous ont parlé des changements internes au sein de AECOM. En juillet 2018, l'AECOM a eu un nouveau conseil d'administration.

Le soir, nous avons rencontré l'ingénieur et l'architecte en charge de planifier la reconstruction de la partie endommagée du centre médical Moyi Mwa Ntongo. Ils nous ont présenté des plans de construction pour un bâtiment à 4 étages avec parking souterrain et avec un bâtiment annexe de 3 étages. Une étude des sols a été faite et il a été découvert que la fondation pourrait être posée sur une roche stable à 2,5m de profondeur. L'idée d'installer un bio-digesteur, un incinérateur sur le toit et un forage ont aussi été présenté.

A noter que ces plans sont très ambitionnés et correspondent à un rêve futur. En ce moment, l'accent est mis sur la reconstruction de la partie endommagée de l'hôpital. Afin de faire le meilleur du terrain possible et de répondre aux besoins futurs, AECOM aimerait construire la fondation de manière à ce que les plans présentés puissent se réaliser un jour.

Jusqu'à présent, AECOM a reçu une aide de 40.000 Euros de la part de AMU avec laquelle ils ont achetés du nouveau matériel indispensable pour assurer le bon fonctionnement du centre médical (pinces, armoires, chariots, tenues de travail, outils d'OP, ...). D'ailleurs, la buanderie a été reconstruite dans la cour arrière de l'hôpital et des machines à laver, fers à repasser, détergents, etc. ont été acheté. Le reste du budget (71.600 Euros) est prévu pour l'évacuation des eaux usées, ainsi que pour l'installation de la fosse septique et de l'incinérateur.



06.04.2019

Visite du centre médical Moyi Mwa Ntongo ainsi que des parties endommagées lors de l'accident du 28 août 2018.

Réunion sur le projet « Développement du village de Kikoti »

Participants : Jean la Croix, Gibby Tshinoka et Dada Diambu

L'équipe d'AECOM nous a présenté les derniers changements dans le projet à Kikoti. Les bacs de rouissage pour le manioc ont été construits et sont opérationnels. Il reste à augmenter les réservoirs jusqu'à 20 ou 30 m³. Pendant la période sèche, on prend l'eau à la rivière. Ceci est d'ailleurs déjà pratiqué.

Le séchoir a été mal conçu, ainsi un autre ingénieur a été engagé afin de trouver une solution aux problèmes de séchage. Un four à bois a par la suite été installé pour soutenir le séchoir qui mettait trop de temps pour sécher le manioc. Ce four est installé de façon à transporter seulement la chaleur et non la fumée. L'ancien système connaît un problème de rentabilité et consommait trop de mazout. Il mettait plus de trois heures pour sécher le manioc. Le nouveau système nécessite moins de mazout à cause d'un apport de chaleur supplémentaire. Après 45 minutes le manioc est sec. Ces changements au séchoir ont coûté autour de 1500 \$. A noter que la qualité du séchoir n'est toujours pas optimale.

Les formations en agriculture pour les villageois ont connu un grand succès. Les gens ont appris les nouvelles techniques et travaillent dans leurs propres champs. La population en est très contente. Les voisins deviennent curieux de connaître aussi plus sur ces nouvelles technologies, engendrant ainsi un échange de connaissances au niveau communautaire.

Par rapport à l'enseignement en agriculture des élèves, il s'agit d'un élément très important. Chaque classe dispose de son jardin scolaire dans lesquels les élèves récoltent pour leurs repas.

D'ailleurs, des arbres fruitiers sont en train de pousser : avocatier, oranger, manguier, goyavier, ... 10 % de la plantation n'ont pas réussi à survivre. On s'est mis d'accord de les replanter.

Les six nouvelles salles de classe avec leurs installations sanitaires sont uniques au village. Au cours des derniers mois, les enseignants ont appris l'utilisation de ces toilettes aux élèves, qui sont maintenant très bien utilisées. AMU critiquait qu'au début l'utilisation traînait trop. Le responsable disait que c'était à cause de la formation des jeunes pour l'utilisation correcte.

L'utilisation des nouvelles installations sanitaires est dépendante des pluies. Pendant la période de pluie l'eau est suffisante pour alimenter les toilettes et les douches, par contre pendant les périodes sèches la capacité du réservoir est insuffisante. Selon Jean la Croix, il faut des pluies régulières pour pouvoir utiliser les toilettes. Même en période de pluie on ne peut pas toujours les utiliser.

Il est à noter que certains travaux ne sont pas très bien faits en termes de qualité de construction. Les coutières ne vont pas tenir. Les dalles ne sont pas bien faites, une forte pluie pourrait causer de graves dommages. On s'est mis d'accord d'arranger ces points faibles.

Lors de l'élaboration du projet, la concertation a consommé avec les femmes qui travaillent en agriculture, selon Dada. On s'est aussi concerté à plusieurs reprises avec les chefs de

villages. Jean la Croix souligne que la population a été intégrée dès le début pour chaque petite intervention ou travail à faire. Il note que les installations sont bien utilisées par la population.

Réunion sur le projet de « renforcement des capacités »

Visite des ateliers de couture, coiffure et de l'esthétique

Les ateliers nous avons visité nous ont beaucoup plu. AECOM a loué un centre social à Kinshasa. Par des panneaux publicitaires, ils ont signalé les formations offertes et les gens de ces quartiers réagissent à cette annonce pour venir nombreux à rejoindre ces cours. Les filles que nous avons rencontrées étaient très motivées et contentes de pouvoir profiter de cette offre d'éducation gratuite. Le matériel que AMU a acquis pour ces ateliers nous semble de bonne qualité et très bien utilisé par les jeunes participantes. Nous avons remarqué en parlant aux jeunes filles le désir de pouvoir continuer après la formation. Il est vrai que tout seul et sans moyens il est très difficile de devenir opérationnel dans les rues de Kinshasa. A la fin des formations, les apprenants doivent passer un test. Une fois le test passé avec succès, les jeunes formés reçoivent un diplôme ainsi qu'un kit de départ. Pour le domaine de la coupe et couture celui-ci comprend par exemple une machine à coudre.



Réunion avec le conseil d'administration d'AECOM

Participants : Upira Dieudonné, Kibungu Aimerance, Paulin Zabudi, Damien Kasereka, Ghislaine Kahambu Aga, Fadiala Tryphon

Une réunion avec le nouveau conseil d'administration a été programmée afin de se connaître et de comprendre comment chaque association fonctionne. L'AECOM s'est renouvelé complètement depuis juillet 2018. Il s'agit donc d'un nouveau groupe encore inconnu à l'AMU. Il était important pour l'AMU de comprendre à quel niveau non seulement un changement de personnel mais aussi des changements structurels et hiérarchiques sont prévus.

Suite au tour de table de présentation de chaque personne présente, le secrétaire exécutif M. Paulin Zabudi Tansel nous fait part des idées derrière ces changements structurels auprès d'AECOM. Le but est de créer une structure plus pertinente avec une assemblée générale, un conseil d'administration, un secrétaire exécutif, un bureau et des différentes structures dans les projets. Le secrétaire exécutif met l'accent sur le fait que toute communication doit passer par lui. C'est lui qui est en position de signer les documents en relation avec les projets. Des

documents à signer par le président seront transférés vers celui-ci par le secrétaire exécutif. Suite à la demande de la part de AMU de devenir encore plus concret sur la communication quotidienne par rapport au projet de renforcement des capacités ou à la clinique, le secrétaire exécutif précise qu'évidemment tous les aspects techniques quant aux projets seront discutés par mail avec les personnes en charge des projets, mais avec la demande de mettre le secrétaire exécutif à chaque fois en copie. AMU a rassuré le comité de AECOM de respecter cette demande.

AMU explique aux membres de AECOM que le fait que toute l'équipe de AECOM a changé, constitue un nouvel élément dans la gestion du projet, surtout que ce changement a une certaine envergure et s'est produit au milieu d'un projet en cours. Il a été clarifié que notre gestion des risques prend en compte un tel changement important et que c'est à l'ONG partenaire de démontrer que la collaboration entre les deux partenaires continue au même niveau, voir même puisse s'améliorer.

AMU explique aux personnes réunies le système de cofinancement au sein d'un accord-cadre avec le Gouvernement luxembourgeois, sachant qu'il est très important de bien comprendre le fonctionnement de AMU. Un fonctionnement qui permet une certaine flexibilité mais qui se déroule dans un cadre bien déterminé avec des règles bien précises.



A notre arrivée, un architecte nous avait présenté les plans pour la reconstruction du centre médical endommagé avec la demande de clarification des possibilités de soutien par AMU Luxembourg. Il a été noté par AMU que la décision de reconstruire le centre médical a été pris au centre de l'œuvre alors que le directeur de l'hôpital Dr. Arthur Ngoy aurait préféré de reconstruire d'abord la partie endommagée afin de devenir opérationnel le plus rapidement possible. Les plans montrent d'ailleurs deux nouveaux bâtiments dont un à 4 étages et un à 3 étages hébergeant un parking souterrain. La réaction de AMU était de rester réaliste dans ce qu'on demande comme aide internationale. Le centre de l'œuvre fait élaborer des plans de construction dépassant de loin 1.000.000 €, mais ni le centre ni l'AMU Italie n'ont à ce moment débloqué une aide financière. Une association italienne avec laquelle le centre collabore depuis longtemps peut contribuer 150.000 € pour une reconstruction future.

AMU était d'opinion que le vieux bâtiment aurait facilement pu être rénové et remis en état de fonctionnement. Actuellement tous les patients sont traités dans la maternité qui n'est pas favorable pour son fonctionnement optimal. Vue cette situation de surcharge de la maternité, il s'avère nécessaire de ne pas attendre trop longtemps pour trouver une solution pour le bâtiment endommagé. AMU explique au CA d'AECOM que le budget de 111.000 € ne peut être utilisé pour la reconstruction mais qu'il s'agit d'une aide d'urgence fournit par le Gouvernement luxembourgeois pour une remise en état de fonctionnement du centre médical (matériel, canalisation, égouts, ...). Cependant AECOM explique qu'il faut développer une vue à long terme en tenant compte d'une rénovation qui permet un agrandissement du centre.

La proposition suivante a été développée, compte tenu qu'aucune garantie ne peut être donnée par AMU que le Gouvernement luxembourgeois s'investit dans ce projet de reconstruction : Nous proposons que les fonds restants de l'aide luxembourgeoise soient utilisés pour la reconstruction d'une canalisation adaptée ainsi que pour des fondations qui peuvent porter un bâtiment à 4 étages. Ensemble avec la donation (150.000 €) mise à disposition pour la reconstruction du bâtiment par l'association italienne, ils peuvent construire le rez-de-chaussée du bâtiment endommagé. De cette manière, le centre peut fonctionner comme avant et on a amélioré la situation en fournissant une fondation solide en vue d'une augmentation d'étages au futur. AMU promet d'entamer une discussion avec le Ministère pour clarifier l'utilisation des fonds.

07.04.2019

Réunion sur le projet « Renforcement des capacités »

Dada Diambu, gestionnaire du projet « renforcement des capacités » nous parle du déroulement général du projet. Les formations à Kinshasa sont tous soit déjà réalisées, en cours de réalisation ou planifiées pour les mois restants :

- Informatique : un premier groupe de 65 personnes vient de terminer la formation de 4 mois. Il y a plus de 100 personnes sur la liste d'attente pour le deuxième groupe. Il n'était prévu que 6 mois pour les formations en informatique. Maintenant, celles-ci vont se réaliser sur 12 mois, il faudra donc doubler le budget prévu et faire recours aux imprévus.
- Bonne gouvernance : terminé.
- Énergies renouvelables : un groupe de 20 à 25 personnes sera formé.
- Santé : Deux groupes de 20 personnes seront formés dans les mois à venir.
- Agriculture : Premier groupe de 30 personnes en cours de formation. Deux autres groupes de 30 personnes seront encore formés.
- Coupe et couture : En cours de réalisation.
- Coiffure et esthétique : En cours de réalisation.

Les formations à Kikwit commenceront en janvier 2020. Le bureau commencera avec l'organisation et la planification des formations à Kikwit dès le mois de septembre 2019. Les formateurs pour Kikwit seront sélectionnés et suivront une séance d'approbation de 5 jours où ils auront aussi la possibilité de s'échanger avec les experts des différents modules.

Planification de la conférence panafricaine à Lubumbashi en novembre 2019

En novembre 2019, une conférence médicale aura lieu à Lubumbashi. Nos partenaires de Dar es Salaam, de Nyakaiga et de Kampala participeront à cette conférence. Un budget de 10.000 € est disponible pour organiser cette mise en réseau. Dr. Arthur Ngoy se chargera de l'organisation de celle-ci.

